

Chronique de la gauche de la gauche

Vers de nouvelles articulations entre lutte sociale et lutte politique

Ce qui a dominé le récent mouvement des retraites, ce sont les très nombreuses manifestations rassemblant des centaines de milliers, et parfois des millions de personnes à l'appel de l'inter-syndicale. Malgré des défections au cours de la dernière phase, notamment celle de FO, celle-ci est restée remarquablement unie, même si la dernière journée d'action (neuf en deux mois et demi !) en novembre dernier a montré un essoufflement d'autant plus net qu'à cette date la loi contestée était votée et validée par le Conseil constitutionnel. La présence des partis politiques de gauche, y compris celle du Parti socialiste, a été visible dans ces manifestations, même si, comme on pouvait s'y attendre, ils sont restés d'autant plus en marge des cortèges que le front syndical était large.

Moins visibles, en partie parce que généralement ignorées par les médias, ont été les initiatives sous l'égide d'un collectif animé par Attac et la Fondation Copernic. Le point de départ a été un appel, *Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites*¹, adopté dès le mois d'avril 2010, c'est-à-dire bien avant les premières réunions de l'inter-syndicale. La pétition a été lancée à l'ori-

LOUIS WEBER

gine par plus de 300 chercheurs et enseignants, des syndicalistes de Solidaires et de la FSU et des représentants de divers partis de la gauche de la gauche, mais aussi socialistes à l'occasion. Près de 600 réunions se sont tenues dans ce cadre entre avril et octobre, dont une douzaine de grands meetings.

Comment ce cadre unitaire *a priori* insolite s'est-il constitué ? Comment expliquer, alors que ce n'est pas leur vocation première, le rôle important joué dans les luttes sociales par ces deux organisations qui, par leurs alliances et par les positions qu'elles défendent, s'inscrivent indiscutablement dans le champ de la gauche de la gauche ? Où en sont-elles aujourd'hui dans leurs projets et leur collaboration ? Willy Pelletier, qui anime la Fondation Copernic, rappelle que « *tout a débuté en janvier 2010 au cours d'une rencontre fortuite à la soirée en l'honneur de Daniel Bensaid, qui venait de mourir. Une discussion a rassemblé alors quelques-uns de ceux qui allaient être les animateurs de la campagne commune sur les retraites* ». Il fut question des formes d'une mobilisation jugée nécessaire. La

1. Texte de l'appel et signatures : <http://petition.exigences-citoyennes-retraites.net/>

co-organisation avec Attac apparaissait comme la formule la mieux adaptée.

Il fut décidé d'aller vite, à la fois parce que le projet gouvernemental allait être rapidement diffusé et parce que des initiatives concurrentes et jugées moins susceptibles de rassembler largement étaient en préparation. Entrait dans cette catégorie l'appel *Retraites, Chômage : Arrêtons la désinformation !* lancé dès le mois de février 2010. Adossé à un site ², cet appel était en effet, pour l'essentiel, signé par des militants de l'Ugict-CGT, ce qui restreignait le spectre unitaire possible.

Mais on peut penser aussi que la hâte à déboucher sur une initiative concrète traduisait un souci de visibilité dans la mobilisation qui s'annonçait, avant que les syndicats ne prennent le relais, pour des organisations (Attac, Copernic, mais aussi des syndicats comme Solidaires ou même la FSU) qui savaient qu'il leur serait difficile ensuite de jouer dans la « cour des grands ».

Pour Willy Pelletier, « *il fallait donc accélérer le pas et diffuser l'appel Attac-Copernic. À qui proposer de le signer, en n'oubliant pas que Copernic a depuis l'origine vocation à faciliter les rencontres entre politiques, militants syndicaux et associations ? Ce n'est évidemment possible que parce que Copernic s'est imposé une sorte d'"auto-limitation" : la Fondation n'a pas pour objectif de devenir elle-même un mouvement, avec par exemple des comités locaux, etc. De cette façon, elle peut jouer le rôle de passerelle, en dehors des rivalités et des tensions traditionnelles. Il y a de ce point de vue une différence importante avec Attac, qui permet paradoxalement une certaine complémentarité : des syndicats sont membres fondateurs dans Attac*

mais les politiques ne sont pas représentés en tant que tels. Dans Copernic, il y a des représentants des partis politiques, à un niveau élevé, mais pour les syndicats, il n'y a que la FSU, Solidaires et quelques oppositionnels de la CGT ». Comment expliquer le succès rapide de l'appel ? « *Il a été facilité par une action unitaire antérieure, où Copernic avait déjà joué un rôle moteur, contre la taxation des accidentés du travail* ³. *Par ailleurs, il faut tenir compte d'éléments conjoncturels. Au NPA, les résultats jugés très décevants aux élections régionales de 2009 ont suscité de fortes tensions internes, avivées par le souhait d'Olivier Besancenot de prendre du recul. Les retraites ont donc été vues comme une aubaine pour retrouver de la force propulsive grâce à la "gauche de la rue". Au Parti communiste, Pierre Laurent doit se légitimer, surtout après le départ des communistes unitaires, en montrant qu'il a du crédit en dehors du parti. Ce sont autant d'éléments extérieurs, aléatoires, une série indépendante de causes qui peuvent expliquer la progression rapide des signatures.* ⁴ »

Quel bilan pour Attac et Copernic ?

Concrètement, l'action commune s'est traduite non seulement par une série de meetings, avec des configurations d'ailleurs diverses, mais aussi par la rédaction d'argumentaires. Une dizaine de tribunes communes ont été publiées

3. L'imposition des indemnités versées aux accidentés du travail est entrée en vigueur en 2010, à hauteur de 50 % de leur montant. Cette mesure votée dans le cadre de la loi de finances pour 2010 a été combattue tout au long de l'automne 2009, notamment par un collectif à l'initiative de Copernic. Voir : <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article287>

4. Citations extraites d'un entretien avec l'auteur, 29 janvier 2011.

2. <http://www.retraites-enjeux-debats.org/>

dans la presse. Un ouvrage a été réalisé dès le mois de mai 2010⁵.

Est-ce une nouveauté dans l'activité des deux partenaires ? Pour Copernic, « il y a eu une période un peu difficile dans les relations avec des partis comme le PCF ou surtout la LCR après la tentative de promouvoir une candidature antilibérale pour l'élection présidentielle de 2007, la presse entretenant une certaine confusion entre la candidature d'Yves Salesses et le fait qu'il venait juste de quitter la présidence de Copernic. Mais la Fondation a la force des liens faibles. Participer à ses activités n'engage pas vraiment. Pour les partis, se désaisir sur Copernic pour animer les collectifs pallie la difficulté de le faire soi-même ou d'être capables d'entraîner les autres. Plusieurs campagnes, sur le thème "Travailler tue en toute impunité"⁶ notamment, ont permis de renouer avec les pratiques anciennes. À la fin de la campagne sur les retraites, il y a même eu un retour en force des politiques dans l'équipe d'animation de Copernic. Cela répondait certes à une offre que la Fondation faisait mais n'aurait pas eu lieu sans le fait de se côtoyer dans les réunions et les meetings, et même les soirées d'après-meeting, permettant de dépasser les images figées⁷ ».

Pour Aurélie Trouvé, co-présidente d'Attac, « il y a avec les retraites à la fois continuité de l'activité antérieure et interrogations sur les liens avec le politique. Continuité car Attac était déjà très présent en 2003 dans la lutte contre la loi Fillon. L'idée est de sensibiliser l'ensem-

ble des citoyens, au-delà du champ syndical. D'où notre accord pour faciliter la convergence entre associations, syndicats et partis. Mais Attac tient beaucoup à son indépendance par rapport aux partis. Et, plus précisément, n'intervient absolument pas dans la recomposition politique sur le mode traditionnel, électoral. Nous l'envisageons à la rigueur sur le plan culturel et idéologique, en aidant à faire progresser les idées dans le champ politique. Attac est donc de gauche mais ne réduit pas cette notion aux partis. Nous avons à ce sujet beaucoup de débats internes, nous rassemblons en effet toutes les sensibilités de gauche, avec notamment une forte composante anarcho-libertaire. Pour nous, l'indépendance ne nous empêche absolument pas de travailler avec les partis, dans les luttes, mais cela s'arrête là. C'est d'ailleurs une différence avec Copernic qui non seulement a des représentants des partis politiques dans ses instances, mais a davantage dans ses objectifs la recomposition politique, en tout cas l'action sur le champ politique. La culture anarcho-libertaire y est moins présente. Attac travaille davantage avec le Crid⁸ et d'autres organisations de ce type, pour qui l'objectif est d'agir avec les mouvements sociaux, c'est-à-dire pour eux les associations et les syndicats mais pas les partis politiques. D'ailleurs nous souhaiterions amener les ONG les plus frileuses par rapport aux partis à une position plus ouverte de ce point de vue. Le débat n'est pas facile car il me semble que nous arrivons à un moment où la frontière étanche entre associations et syndicats d'une part, et partis, d'autre part, est posée. Curieusement,

5. Attac, Fondation Copernic, 2010, *Retraites : l'heure de vérité*, Éditions Syllepse, Paris,.

6. Campagne avec pétition et meetings durant l'année 2009, marquée notamment par la parution de l'ouvrage éponyme en juillet 2009 aux éditions Syllepse.

7. Entretien avec l'auteur, *Ibid.*

8. Centre de recherche et d'information sur le développement, qui regroupe 53 associations françaises de solidarité internationale.

beaucoup se réfèrent à la Charte d'Amiens aujourd'hui, la considérant comme une position philosophique sur les liens avec les partis alors que c'est un texte syndical. On peut d'ailleurs noter que l'exclusion des partis politiques est propre à Attac-France. En Finlande ou en Allemagne, il y a des partis politiques ou des organisations de jeunesse des partis parmi les membres fondateurs.

Ceci dit, nous pensons que la campagne sur les retraites a eu des effets positifs sur les adhésions à Attac. Nous avons en effet enregistré 1 500 nouvelles adhésions en 2010, au lieu de 800 en 2009. Ce qui, avec le turn over habituel, nous permet quand même de revenir tout près des 10 000 membres. C'est la première fois que nous progressons depuis... 2003. Nous restons cependant loin d'Attac-Allemagne, qui a 30 000 membres et continue de progresser. Ce renouvellement a des conséquences sur les débats internes car les nouveaux venus n'ont pas vécu l'histoire d'Attac⁹ ».

Après la bataille ou la tentation de la transgression

Le vote de la loi, avec finalement très peu de changements, n'a pas en général été analysé comme une défaite de la contestation¹⁰. Cette lecture optimiste, en tout cas positive, de la lutte et de ses résultats, était partagée à la fois dans le mouvement syndical et, sans doute pas exactement pour les mêmes raisons, par les animateurs de la campagne Attac-Copernic. Ceux-ci, un peu à l'écart à partir du moment où les manifestations syndicales se sont succédé,

ont rapidement considéré qu'ils ne pouvaient en rester là et qu'il fallait continuer le mouvement sous d'autres formes. Ce que Jean-Marie Harribey, ancien coprésident d'Attac, exprimait de la façon suivante à l'intention des membres d'Attac : « Grande mobilisation, enjeux de société posés, opinion publique retournée en faveur du mouvement, unité syndicale d'un côté et unité autour de l'appel "Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites" de l'autre, rôle important des comités locaux d'Attac, complémentarité d'Attac et de Copernic ; mais échec quant au retrait de la loi, face à un pouvoir obstinément attaché à servir la finance et impossibilité pour les syndicats de concevoir un élargissement décisif. » D'où la « volonté de continuer ». Cependant, « puisque le pouvoir avait refusé toute ouverture de négociation, la lutte comportait dès lors un enjeu politique mettant en cause la légitimité du gouvernement. Or, les organisations syndicales n'étaient pas prêtes à poser une question aussi politique. »

Cette lecture « hyperpolitique » de la contestation sociale aurait certainement débouché en d'autres temps sur l'affirmation de la nécessité d'un débouché politique de celle-ci. Aujourd'hui, et on peut y voir le résultat d'une réflexion nouvelle dans le mouvement social, on voit les choses un peu autrement. Ne faut-il pas dépasser la frontière entre social et politique ? À partir de là, deux tendances complémentaires sont perceptibles. D'une part, la défaite du mouvement contre la réforme des retraites est en quelque sorte subsumée sous l'étape suivante, beaucoup plus globale : « [lutter contre] les inégalités (entre hommes et femmes, singulièrement), la dégradation du travail, le "travailler toujours plus", la domination de la finance, la collusion entre élites politiques et économiques,

9. Entretien avec l'auteur, 29 janvier 2011.

10. Voir à ce sujet : D. Rallet, « Mouvement social. Un signe d'espoir, des questions d'avenir », *Savoir/Agir*, n° 14, décembre 2010.

le déficit démocratique, les finalités du modèle de développement...¹¹ ». D'autre part, « innover dans les collaborations entre composantes du mouvement social, associations et partis [est] possible, utile, et sans doute nécessaire si nous voulons peser vraiment face aux plans d'austérité, qui vont continuer à s'aggraver en Europe. » Suit la proposition de poursuivre les actions communes contre la réforme des retraites sous la forme de « Carrefours pour des transformations sociales et écologiques ».

Dans un texte plus général sur « les questions stratégiques [qui] apparaissent cruciales pour parvenir à enrayer la série de défaites¹² », Jean-Marie Harribey précise curieusement que la proposition de ces Carrefours « a été faite à Attac et à la Fondation Copernic par les animateurs de la campagne sur les retraites », ce qui pouvait être compris comme l'institution implicite d'une sorte de superstructure – « les animateurs » – se donnant pour tâche de proposer des analyses et des initiatives sur l'ensemble des thèmes qui mobilisent le mouvement social. Ce qui ne pouvait que rendre les choses plus difficiles.

La proposition a été acceptée par la Fondation Copernic, notamment au nom de la nécessité de ne pas laisser aux seuls partis politiques le soin d'occuper le terrain au cours de la campagne électorale

à venir. Et cela d'autant plus facilement que Copernic fonctionne en fait comme un « think tank tourné vers l'action », dont la raison d'être est précisément de proposer des lieux de débat et d'élaboration, plutôt que comme une association avec des procédures de décision codifiées. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de débat interne, il a même été vif ces derniers mois. Mais il ne portait pas sur les relations avec le(s) politique(s), celles-ci faisant partie du capital génétique de la Fondation, créée précisément pour être un acteur et même un catalyseur des recompositions politiques à gauche de la gauche. La question est donc plutôt : par quelle pratique originale y parvenir ? Pour beaucoup, notamment parmi les plus anciens membres de l'équipe d'animation, il faudrait continuer à privilégier la fonction d'élaboration telle qu'elle a pu se concrétiser par diverses Notes, résultat d'un travail collectif associant des personnes pouvant avoir des points de vue différents sur la question traitée mais soucieuses de dégager ce qui peut être la base d'une analyse commune qui ne soit pas en forme de plus petit dénominateur commun. Pour eux, la « capacité à organiser ce travail commun a parfois conduit Copernic à dépasser son rôle initial d'élaboration. Elle a permis de prendre des initiatives d'action, dont la plus notable a été la contribution au lancement de l'Appel des 100 contre le projet de Traité constitutionnel européen. Cet engagement militant n'était légitime que dans la mesure où un travail commun avait été réalisé sur le sujet.¹³ » Ce qui les conduit à considérer que « la visibilité de Copernic est bien sûr importante. Mais elle n'est pas un objectif en soi : elle est utile quand

11. Cette citation et la suivante sont extraites d'un message électronique de la Fondation Copernic, adressé aux partenaires du Collectif retraites, c'est-à-dire aux représentants d'Attac, de Solidaires, de la FSU et des partis de la gauche de la gauche (de la FASE au NPA, en passant par le PG et le PCF), mais aussi de la gauche des Verts ou du Parti socialiste.

12. J.M. Harribey, *Pour sortir de la « Folle époque », il faut reconstruire une stratégie*. Disponible sur : <http://www.attac.org/sites/default/files/JMH-Reconstruire%20strat%C3%A9gie.pdf>

13. R. Martelli, Y. Salesse, Contribution pour l'assemblée générale de Copernic, janvier 2011.

elle met en avant, à tout moment, ce qui est la mission fondatrice de Copernic ». En l'occurrence, ce qui est mis en cause n'est pas, bien sûr, le rôle joué par Copernic dans la campagne contre les retraites mais le recul de la production intellectuelle autonome au cours des deux ou trois dernières années.

Pour Attac, les problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes. Son conseil d'administration a refusé en janvier 2011 cette proposition de Carrefours, à laquelle ses deux co-présidents (Aurélie Trouvé et Thomas Coutrot) étaient pourtant favorables. Mais, comme le rappelle Aurélie Trouvé, « *cela n'a pas suffi. Le vote négatif du CA s'explique par l'histoire d'Attac. Attac est d'accord pour interpellier les partis, et le fait d'ailleurs régulièrement au moment des élections par exemple. Mais là, c'est autre chose : la majorité du CA a considéré qu'il s'agissait en fait de créer une structure plus permanente, abordant l'ensemble des questions de société. Ce qui présente le risque de conduire l'association dans le champ politique* ». Pourquoi cette réticence ? Elle tient en partie à la composition de l'association, déjà évoquée. Mais l'histoire pèse aussi, notamment le soupçon qui avait pesé sur l'ancienne direction de vouloir transformer Attac en parti politique. « *Ceux qui sont réticents aujourd'hui ont cela en mémoire, surtout les représentants des comités locaux, très meurtris par cette partie de notre histoire. Peut-être avons-nous voulu aller trop vite avec les carrefours, sans tenir compte de l'histoire sur ce point. C'est un peu la rançon de la démocratie au sein de l'association !* »

À la recherche d'un plan B

Ni Attac ni la Fondation Copernic ne réduisent évidemment leur activité à

celle des collectifs auxquels ils participent ou qu'ils ont créés.

Pour Attac, les priorités pour les mois à venir sont de deux ordres. D'abord les mobilisations autour du G8 et du G20, présidés cette année par la France, et des enjeux nationaux dérivés de l'activité des institutions internationales. Le Forum social de Dakar a permis, entre autres choses, de renouer avec les enjeux internationaux. Le deuxième axe, c'est l'Europe, la crise européenne, les politiques d'austérité sur le continent¹⁴. Une campagne unitaire sur ce thème est en cours d'élaboration au niveau européen. Pour Aurélie Trouvé, « *la récente assemblée générale a montré qu'il y a un accord fort sur la question européenne, même si une minorité s'est exprimée pour la sortie de l'euro* ». Pour elle, rejoignant Jean-Pierre Chevènement sur ce point¹⁵, « *l'euro était une mauvaise décision au départ, relevant d'une conception monétaire orthodoxe. Mais il est trop tard pour revenir en arrière. Ce qu'il faut donc revendiquer, c'est un autre euro, une autre zone euro* ». S'agissant de l'écologie, autre préoccupation traditionnellement forte au sein d'Attac, elle considère que « *Copenhague a été un moment important de convergence avec les ONG environnementales. En revanche, le sommet de Cancún a été un désastre, contrairement à ce que ces dernières affirment. D'où l'importance du sommet de Johannesburg sur le climat en 2012, vingt ans après le sommet de la Terre de Rio. Attac travaille à la convergence entre altermondialistes et écologistes amorcée*

14. On pourra lire notamment à ce sujet la dernière *Chronique internationale de l'IRES* sur le thème : L'État social à l'épreuve de l'austérité, numéro spécial, novembre 2010.

15. J.P. Chevènement, *La France est-elle finie ?*, Fayard, janvier 2011.

à Copenhague. Certes, ce sont des mouvements fortement imbriqués mais tout de même distincts. Cette alliance va renouveler le mouvement altermondialiste, en liaison avec les mouvements du Sud contre "l'extractivisme" et autour de l'appel au bien vivre¹⁶. »

Pour Copernic, le débat interne a conduit à reconsidérer les rôles respectifs des instances, conseil d'orientation et équipe d'animation. Cette dernière, qui constitue le bureau de Copernic, a été élargie jusqu'à réunir trente-cinq membres, ce qui peut paraître beaucoup pour une association qui en compte quelque 500. Du coup, il faut une certaine dose de volontarisme pour la faire fonctionner en lui donnant du grain à moudre avec un conseil d'orientation comptant lui-même plus de 100 membres !¹⁷ Des dispositions ont aussi été prises pour relancer le travail collectif sur les Notes évoquées plus haut (sur la dépendance et l'école, notamment).

S'agissant des activités communes, plusieurs idées ont été lancées pour sortir de l'impasse après le rejet des « Carrefours ». Thomas Coutrot et Aurélie Trouvé, les co-présidents d'Attac, considérant que « la discussion [au sein d'Attac] ne pouvait en rester là », ont proposé « pour lui permettre de se développer de façon sereine et constructive, [...] l'organisation par Attac d'un séminaire "Mouvements sociaux et partis politiques: indépendance

et responsabilité" » où seraient invités « les mouvements et (pour la seconde journée) les partis qui le souhaiteraient, à commencer bien sûr par nos fondateurs. Cela devrait nous permettre d'avancer dans notre positionnement collectif par rapport aux élections et aux débats politiques à venir ». Le texte de présentation, après avoir rappelé la Charte d'Amiens, « référence majeure pour penser les rapports entre les organisations syndicales (et plus largement le mouvement social) et les partis politiques », avance l'idée qu'elle « ne correspond plus aux conditions de la lutte sociale au XXI^e siècle, le rôle économique majeur du droit, de la protection sociale et des politiques publiques en tous domaines ne permettant plus aux mouvements sociaux de penser l'"action économique" indépendamment de la lutte sur le terrain politique ». Pour les auteurs, « Attac, dès ses débuts, a été confrontée à cette question. Pour une large part sa création procède de l'insatisfaction des citoyens devant la démission du politique face au pouvoir de la finance [...] Nous acceptons tout dialogue d'égal à égal avec les partis politiques démocratiques. Mais in fine, c'est la construction d'un rapport de force social par l'action citoyenne qui est le fondement de notre influence sur les partis politiques ».

Cette approche est-elle encore pertinente aujourd'hui ? « Le mouvement social sur les retraites a exprimé les aspirations de la société en posant les questions des droits sociaux, du travail, de la répartition des richesses, des inégalités entre femmes et hommes, de la démocratie. Le refus par l'État de toute négociation a montré la faillite du régime représentatif placé sous tutelle des marchés financiers. » Comment dans ces conditions permettre la confrontation entre les partis et les citoyens qui se sont

16. Notion inspirée des revendications indigènes en Amérique latine (*No queremos Vivir Mejor, queremos Vivir Bien !*), adoptée par le mouvement altermondialiste après le Forum social mondial de Belém en 2009. Le « vivre bien » s'oppose au « vivre mieux », récusé parce que trop lié à l'augmentation de la richesse et de la consommation.

17. Pour plus de précisions, voir : <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article19>, les listes ne sont cependant pas remises à jour.

organisés collectivement, dans la défense des retraites ou sur d'autres terrains ? D'où l'idée de ce séminaire de travail de deux jours, une première journée entre mouvements sociaux avec la participation de chercheurs, une seconde journée de confrontation avec les acteurs politiques.

De leur côté, les « animateurs du mouvement sur les retraites » n'ont pas renoncé à leur projet de « Carrefours », en les rebaptisant cependant en « Carrefours pour des alternatives citoyennes ». Pour eux, le moment est venu de « créer les conditions d'une stratégie gagnante [...] La première est d'installer dans le pays un débat en profondeur sur les questions clés qui ont surgi pendant le mouvement sur les retraites : la répartition des revenus, l'emploi, la qualité du travail, le droit au temps libre, l'égalité entre les femmes et les hommes, la primauté des droits sociaux et culturels et de la justice environnementale, la mise au pas de la finance, un mode de développement non productiviste, solidaire et soutenable par la planète, avec la maîtrise des financements qu'il implique, la coopération entre les peuples, la démocratie dans les entreprises et la société, etc. [...] La deuxième condition est de donner un cadre qui permette une confrontation de toutes les forces engagées pour lutter contre la dégradation sociale et environnementale, pour changer l'orientation de l'Europe, rejeter la xénophobie et défendre les libertés : associations, syndicats, partis doivent pouvoir débattre avec les citoyens de façon à créer des synergies capables de faire vivre de véritables alternatives au néolibéralisme ». Les (futurs) signataires du texte proposé appellent donc à la création d'un « espace ouvert à toutes les organisations qui entendent peser sur le débat public et

à tous les citoyens et citoyennes dont la voix s'est fait entendre et qui aspirent à un réel changement autour des valeurs de solidarité contre les "valeurs" financières, de la justice contre les inégalités et de la démocratie contre les diktats des marchés et des agences de notation. »

À voir les conditions dans lesquelles s'engage dès maintenant la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, on ne peut que souscrire à l'idée qu'il est urgent que la gauche de la gauche s'empare des débats qui travaillent la société, en France mais aussi partout en Europe. Pour le mouvement social, la question ancienne des liens avec le politique est aujourd'hui abordée de façon novatrice. Plusieurs ateliers du récent Forum social mondial de Dakar lui ont été consacrés. Les révolutions tunisienne et égyptienne donnent du crédit à l'idée « qu'il n'y a jamais de changements profonds sans intervention des mouvements sociaux, qu'il n'y a pas de changement radical de pouvoir sans mouvement social fort, ce que les partis ont du mal à accepter » (Aurélie Trouvé). Le rôle joué aujourd'hui, à gauche de la gauche, par des associations comme Attac ou Copernic, y compris pour permettre la participation des partis politiques aux luttes sociales, tend à valider l'idée que la notion de « débouché politique des luttes sociales », qui sous-entend que l'action sociale devrait s'effacer quand commence l'action politique, ne correspond plus aux conditions réelles. La difficulté à prolonger l'expérience du Collectif contre les retraites et à élargir son champ d'action à l'ensemble de la question sociale, montre cependant qu'il reste du chemin pour trouver de nouvelles articulations entre les différents lieux de la confrontation sociale et les organisations qui les investissent. ■